



**DÉCLARATION LIMINAIRE CGT
CIAS DU MERCREDI 13 JANVIER 2021**

L'année 2020 a été marquée par une grave crise sanitaire liée au virus de la covid 19, qui a aggravé la crise économique, sociale et environnementale que nous vivons depuis quelques décennies.

Des milliers des personnes ont ou vont basculer dans un quotidien incertain avec comme horizon le chômage et la précarité. Cette situation dramatique frappe en particulier les plus jeunes. Nous allons encore vivre de nombreuses semaines avec ce virus. La crise sanitaire et ses conséquences économiques impactent aussi les familles de fonctionnaires.

C'est pourquoi, il est d'autant plus inadmissible dans ce contexte, de se satisfaire d'un bilan 2020 avec une sous-consommation du budget de l'action sociale de plus 5 millions d'euros. Certes, des actions ont été engagées en 2020 : des réservations de berceaux, la reprise des réservations de logement au niveau interministériel, la prise en compte d'une partie des propositions de l'intersyndicale sur les chèques vacances, AMD avec la mise à niveau du barème de ressources pour les fonctionnaires et les plans d'aide qui rejoignent enfin ceux des assurés du régime général.

Mais c'est notoirement insuffisant face au contexte de crise sanitaire, sociale et environnementale. La situation de sous-consommation du budget est d'autant plus scandaleuse qu'elle est récurrente depuis plusieurs années. Il est intolérable pour la CGT de revivre encore une fois en 2021 ce scénario, comme une fatalité, un attentisme de bon aloi en espérant que la bonne fée budgétaire puisse prendre par exemple en compte la réservation des berceaux avant la clôture de l'exercice !

Nous ne pouvons admettre cette nonchalance administrative qui entraîne chaque année des millions d'euros de moins pour l'action sociale des fonctionnaires de l'Etat.

De plus, le budget de l'ASI ne doit, en aucun cas, être tributaire de la sortie de crise covid pour l'année 2021. Une ambition, une énergie, des idées, des projets, des nouvelles mesures, des revalorisations (par exemple une vraie politique d'ajustement des PIM) doivent voir le jour pour éviter d'une part la sous-consommation mais aussi le décalage, le décrochage de certaines prestations qui ne seraient plus en adéquation avec la demande d'aide et d'action sociale pour les fonctionnaires de la fonction publique de l'Etat. Les SRIAS doivent, dans ce cadre-là, amplifier leurs rôles de laboratoire social pour mettre en place, tester, expérimenter des nouvelles possibilités d'action sociale afin de tenter de répondre aux besoins.

La crise sanitaire sur l'activité de la restauration inter-administrative sera l'un des dossiers majeurs en 2021. La rencontre des présidents de SRIAS avec les responsables de RIA en ce début année doit permettre d'élaborer une véritable photographie de la crise de la restauration dans chaque région. Cet état des lieux doit permettre une mise en place dans les meilleurs délais des aides et des accompagnements. La DGAFP doit être à la manœuvre pour réfléchir et mettre en œuvre des stratégies pour continuer à faire vivre tout simplement la restauration inter administrative.

Plus que jamais ! Nous devons nous battre pour maintenir et promouvoir une restauration collective de qualité au sein de la fonction publique de l'Etat.